

LA FONDATION DE L'ISO

«Tout va dans le bon sens!»

Willy Kuert

Délégué suisse à la conférence de Londres, 1946



Willy Kuert

Historique

La conférence des organisations nationales de normalisation qui a créé l'ISO s'est tenue à Londres du 14 au 26 octobre 1946. Le premier entretien de ce livre est avec M. Willy Kuert, qui est aujourd'hui le seul délégué ayant assisté à cet événement encore en vie.

L'ISO est née de l'union de deux organisations. L'une était l'ISA (la Fédération internationale des associations nationales de normalisation), établie à New York en 1926 et administrée à partir de la Suisse. L'autre était l'UNSCC (le Comité de coordination de la normalisation des Nations Unies), créé en 1944 seulement et administré à Londres.

Malgré le caractère transatlantique du lieu de naissance de l'ISA, les activités de la fédération se cantonnaient pour l'essentiel à l'Europe continentale et il s'agissait en conséquence d'une organisation à prédominance métrique. Les organismes de normalisation des principaux pays «en inch», la Grande-Bretagne et les États-Unis, n'ont jamais participé à ses travaux, bien que le Royaume-Uni ait adhéré juste avant la Seconde Guerre mondiale. Les résultats légués par l'ISA ont été évalués lors d'un discours donné par l'un des fondateurs de l'organisation, M. Heiberg, de Norvège, lors de l'Assemblée générale de l'ISO de 1976. Pour ce qui concerne le passif, il a admis que l'ISA «n'a jamais vraiment répondu à nos attentes» et «les bulletins imprimés n'ont jamais représenté davantage que des feuilles de papier». En revanche, il indiquait que l'ISA avait servi de prototype. Nombre des statuts et des règles de procédure de l'ISO sont repris de l'ISA et, sur les 67 comités techniques créés par l'ISO en 1947, la majorité avait été auparavant des comités de l'ISA. L'ISA était dirigée par M. Huber-Ruf, ingénieur suisse qui administrait l'organisation pratiquement en solo, s'acquittant de la rédaction, de la traduction et de la reproduction des documents avec l'aide de sa famille à partir de son domicile à Bâle. Il s'efforça de maintenir l'ISA en activité lorsque la guerre éclata en 1939, mais en raison de l'interruption des communications internationales, le président de l'ISA mit l'organisation en sommeil. Le secrétariat fut fermé et la conservation du patrimoine de l'ISA fut confiée à la Suisse.



La conférence des organisations nationales de normalisation à laquelle il fut décidé de créer l'ISO s'est tenue à l'Institut des ingénieurs civils à Londres du 14 au 26 octobre 1946. Vingt-cinq pays étaient représentés par 65 délégués.

Bien que la guerre ait interrompu les activités d'une organisation internationale de normalisation, et cela définitivement, elle en engendra une nouvelle. L'UNSCC fut créé par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada en 1944 afin d'apporter à l'effort de guerre et aux travaux de reconstruction les avantages de la normalisation. Les ex-colonies britanniques constituaient des membres individuels de l'organisation; les pays du continent tels que la France et la Belgique y ont adhéré dès leur libération. L'adhésion n'était pas ouverte aux pays de l'Axe ni aux pays neutres. L'UNSCC était géré depuis les bureaux de Londres d'une organisation internationale de normalisation déjà fort vénérable – la Commission électrotechnique internationale (CEI). La CEI avait été fondée en 1906. Son secrétaire, à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, était un ingénieur britannique du nom de Charles Le Maistre.

Le Maistre peut se targuer dans une certaine mesure d'être le père de la normalisation internationale. Il a joué un rôle important dans l'histoire de nombreuses organisations. Tout en étant impliqué dans la CEI depuis 1906, il a été aussi l'initiateur de la série de réunions qui ont mené à la fondation de l'ISA lors de la conférence de New York en 1926. Septuagénaire, il a ensuite assumé la tâche de Secrétaire général de l'UNSCC, cumulant ce poste avec ses fonctions à la CEI. L'un des secrétaires de la CEI à la fin de la guerre était M^{lle} Jean Marshall (aujourd'hui l'épouse de Roger Maréchal, dont une entrevue figure par ailleurs dans ce livre).

Elle décrit M. Le Maistre en ces termes : «...un homme extraordinaire. Il faisait partie de la vieille école – un véritable gentleman. Très diplomatique. Il connaissait tout le monde. Mais on le voyait très souvent avec un air accablé de soucis et de fatigue parce qu'il avait un problème à résoudre. On pourrait presque dire qu'il était marié à la normalisation.»

Le problème que Le Maistre avait à résoudre à la fin de la guerre était de savoir comment créer un nouvel organisme international de normalisation de caractère mondial. En octobre 1945, les délégués de l'UNSCC se sont rassemblés à New York pour examiner l'avenir de la normalisation internationale. Les délégués ont convenu que l'UNSCC devrait prendre contact avec l'ISA dans le but de parvenir à la formation d'une organisation provisoirement dénommée l'«Association internationale de coordination des normes» (d'où la proposition, décrite dans l'interview de Willy Kuert, d'inclure le mot «coordination» dans le titre de l'ISO). À la fin de la guerre, par conséquent, Le Maistre informa les curateurs suisses de l'ISA de l'existence de l'UNSCC. Il demanda si l'ISA serait disposée à être incorporée dans une nouvelle organisation de normalisation d'après-guerre.

Il n'était guère aisé de répondre à cette question. Selon sa constitution, l'ISA n'existait plus. Une assemblée générale ne pouvait être convoquée que par le Président de l'ISA ou deux membres du Conseil de l'ISA et le mandat de ces responsables était échu depuis longtemps. Il y eut un échange hâtif de correspondance entre les membres de l'ISA qui décidèrent que le Conseil de l'ISA de 1939 était toujours habilité à agir. Le Conseil fut convoqué à Paris en juillet 1946 et Le Maistre, avec un certain opportunisme, convoqua une réunion séparée de l'UNSCC à Paris aux mêmes dates. À la clôture de la première journée de débat, le Conseil de l'ISA avait convenu de la nécessité de réunir les forces. Le deuxième jour, ils rencontrèrent le comité exécutif de l'UNSCC. Il fut décidé de convoquer une conférence de tous les pays membres appartenant à l'UNSCC et à l'ISA à Londres, trois mois plus tard, en octobre 1946.

Le 14 octobre 1946, à l'Institut des ingénieurs civils à Londres, Charles Le Maistre appela la conférence à l'ordre. Vingt-cinq pays étaient représentés par 65 délégués. Willy Kuert y participait en qualité de Secrétaire de l'Association suisse de normalisation (SNV). Le statut de l'ISA à la conférence fut modifié dès le premier jour. M. Huber-Ruf, ancien Secrétaire général de l'ISA, voulait que l'ISA continue sous sa propre direction. Il avait rencontré Charles Le Maistre un mois avant la conférence, fait grand cas des irrégularités anticonstitutionnelles de la position de l'ISA et demandé à prendre la parole à la conférence. Lorsque Le Maistre rendit compte de cette réunion aux membres de l'ISA à la conférence, ils réagirent en décidant de liquider l'ISA séance tenante. La conférence entre l'UNSCC et l'ISA fut donc abandonnée dès la première matinée, mais fut immédiatement reconvoquée à titre de conférence de l'UNSCC et de diverses autres associations nationales de normalisation.

Dès lors, la conférence put suivre un cap serein. Dans son entrevue, Willy Kuert décrit comment des sous-comités furent créés pour trancher dans le vif de certains domaines complexes, tels que la mise au point rédactionnelle de la constitution définitive et le développement d'un accord quant à la formule permettant de calculer les cotisations des membres. Il décrit aussi comment certaines questions pratiques furent résolues: le nom de l'organisation; le siège du Secrétariat central, les langues officielles adoptées. Encouragés par ce succès, l'UNSCC et l'ISA tinrent des réunions séparées parallèlement à la conférence afin de mettre un terme à leurs propres activités. L'UNSCC convint de cesser de fonctionner dès que l'ISO deviendrait opérationnelle; l'ISA conclut qu'elle avait déjà cessé d'exister en 1942. Lorsque la conférence fut close le 26 octobre, les réunions de l'Assemblée générale provisoire de l'ISO et du Conseil provisoire de l'ISO avaient déjà eu lieu.

Willy Kuert a quitté ses fonctions de Directeur de la SNV en 1975, sans avoir manqué une seule réunion du Conseil de l'ISO au cours des cinq périodes de trois ans de représentation de la Suisse au Conseil.

«Tout va dans le bon sens!»

Nous sommes allés à Londres, nous autres Suisses, espérant créer une nouvelle organisation qui effectuerait les travaux de normalisation de façon démocratique et ne coûterait pas trop cher. À l'issue de la conférence de Londres, nous avons le sentiment que les nouveaux statuts et les nouvelles règles nous permettraient de mener à bien de tels travaux. Des travaux concrets, efficaces. «Tout va dans le bon sens!»: tel était le sentiment.

Je dois dire que nous nous trouvions une année après la fin de la guerre et Londres était encore en partie détruite. Cela me fit une grande impression. Tous les hôtels étaient bons, mais la pénurie se faisait sentir. Pour manger, il s'agissait – comment le dire? – de restreindre son appétit. Bien entendu il était très difficile pour ce pays d'accueillir des hôtes étrangers, mais ils l'ont fait et ils l'ont très bien fait.

Au début, l'ambiance était quelque peu incertaine! Nous nous mesurions les uns aux autres. Nous craignions que l'UNSCC ne voulait pas d'une organisation telle que l'avait été l'ISA, mais une organisation dominée par les vainqueurs de la guerre. Quant à nous, nous voulions une organisation ouverte à tous les pays désireux de collaborer, avec des devoirs égaux et des droits égaux. Le système en inch et le système métrique nous restaient constamment à l'esprit. Il y avait un bloc «inch» et un bloc «métrique». Nous n'en parlions pas. Nous aurions à nous en accommoder. Mais nous espérions que l'ISO fournirait une enceinte où nous pourrions parvenir à un consensus dans ce domaine.

Par la suite, toutefois, l'ambiance devint franchement bonne. Elle était amicale et un esprit de conciliation prévalait. J'étais surpris de constater à quel point



À la conférence de Londres en 1946,
Genève fut choisie pour accueillir le siège de l'ISO, à une voix de majorité,

les délégués de l'Union soviétique étaient des délégués travailleurs. Ils proposèrent de très bonnes idées et étaient disposés à accepter des règles démocratiques. On nous avait dit: «Avec les Russes on ne peut parler de rien!», mais ils se révélèrent à la fois raisonnables et amicaux. À la fin des réunions dans la soirée, toutefois, ils étaient pris en charge par des personnes de l'ambassade sans avoir de contact avec les autres.

La première question qu'il a fallu régler à Londres était celle du nom de la nouvelle organisation. Il y avait plusieurs propositions. Les Anglais et les Américains voulaient «Association internationale de coordination des normes», mais nous avons combattu le terme «coordination». Le mot était trop contraignant. En fin de compte le nom ISO fut choisi. Je crois qu'il était bien choisi: il est succinct. J'ai entendu dernièrement que le nom ISO a été choisi parce que «iso» est un mot grec signifiant «égal»; cet aspect n'a été évoqué à aucun moment à Londres!

Les travaux à Londres ont été répartis entre plusieurs sous-comités créés pour traiter chaque question. Il y avait un comité des finances et un comité de rédaction de la constitution; tout était préparé par des petits groupes de délégués. Les sous-comités se réunissaient dans la soirée après les séances officielles normales et préparaient les documents pour le lendemain. La méthode fonctionnait très bien et, par conséquent, il n'y eut pas de grands débats lors de la conférence proprement dite.

Il y eut cependant quelques points de discussion, le premier d'entre eux étant la constitution. Quelle voix les membres devraient-ils avoir au sein de l'organisation? Devraient-ils être gouvernés par un organe tel que le Conseil ou faudrait-il une organisation qui permette à chacun de s'exprimer librement? À l'issue d'une longue discussion, il fut décidé d'avoir à la fois une Assemblée générale et un Conseil. Il y aurait un Président, un Vice-président et un Trésorier. (Au départ, le Trésorier aurait le titre de Trésorier honoraire, mais personne ne comprenait vraiment ce que l'on entendait par «honoraire»!)

Puis il y eut une discussion prolongée sur la question des langues. Assez naturellement, l'anglais et le français furent proposés en premier. Puis les délégués soviétiques exigeaient que le russe soit traité exactement au même titre que l'anglais et le français. Aujourd'hui les choses sont bien différentes, mais à l'époque personne ne connaissait le russe! Le délégué russe affirmait toutefois: «Il y a tant et tant de peuples qui parlent russe, y compris les gens en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne et bien d'autres pays...» Après une longue discussion, nous avons décidé de demander à un petit groupe de se pencher sur la question. Dans son compte rendu, le groupe rapporta que l'Union soviétique était disposée à traduire tous les documents et à distribuer des traductions à tous les membres de la nouvelle organisation. Cependant, l'Union soviétique souhaitait qu'il n'y ait aucune distinction entre le russe, l'anglais et le français. Nous pouvions accepter cette proposition et, par conséquent, elle devint la règle.

Il y eut ensuite une discussion fort intéressante sur les finances. Un comité avait été créé pour préparer une formule permettant de fixer les cotisations des membres. L'un des délégués avait proposé de laisser chaque comité membre décider du montant qu'il pourrait payer! D'autres souhaitaient combiner la cotisation de membre avec celle de la CEI. En fin de compte, une formule fut trouvée qui dépendait de la population de chaque pays et de son poids commercial et économique. Tout le monde pouvait souscrire à cette formule et il fut décidé sur le champ le montant que chacun des pays présents aurait à payer.

Enfin, il y eut la question du siège de la nouvelle organisation. Tout d'abord, la délégation soviétique était favorable à Paris. Paris est une ville bien centrée en Europe. Puis furent proposés Genève, ainsi que Montréal au Canada, et quelques autres. Il y eut plusieurs tours de scrutin et au bout du compte Genève fut élue par une voix de majorité. Ainsi, le Secrétariat central s'installa à Genève.

Je ne peux pas dire que l'ISO aujourd'hui est la même que lorsque nous l'avons créée à Londres. Le monde a changé, les statuts et les règles de procédure ont été révisés et des comités particuliers ont été créés par l'ISO, tel que le comité pour les pays en développement. Mais l'idée générale, les tâches principales et l'objet de l'organisation sont, me semble-t-il, restés les mêmes.